

Yves Bertoncini – Président
Olivier Mousson – Secrétaire Général
Le mouvement européen

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général,

Vous avez interrogé la France Insoumise et son candidat Jean-Luc Mélenchon sur la question du rapport de la France avec les structures et institutions qui se sont développées dans le cadre européen.

Trois questions principales nous ont été posées concernant l'Union européenne, la zone euro et l'espace Schengen.

Nous souhaitons que la France sorte des traités européens actuels qui ne permettent ni l'harmonisation fiscale, ni l'harmonisation sociale, et qui conduisent à une mise en concurrence généralisée entre les peuples.

Pour ce faire, nous avons adopté la stratégie du Plan A\Plan B.

Dans le plan A de phase de négociation avec nos partenaires européens, nous proposons de mettre en place de nouveaux traités qui remettent au cœur le pouvoir citoyen et la coopération entre les peuples. Cela se fera par les mesures suivantes :

- Le contrôle démocratique de la Banque Centrale Européenne, la modification de ses missions et statuts, le rachat de la dette publique directement aux Etats, l'interdiction à la BCE de couper les liquidités à un Etat membre.
- La dévaluation de l'euro.
- La mise au pas de la finance, par la taxation des transactions financières et le contrôle des mouvements de capitaux.
- L'organisation d'une conférence européenne sur les dettes souveraines débouchant sur des moratoires, des rééchelonnements et annulations partielles.
- La mise en place d'un protectionnisme solidaire, et l'autorisation des aides d'Etat aux secteurs stratégiques.
- La mise en place d'une harmonisation sociale et fiscale par le haut.
- La refonte de la PAC pour garantir l'autosuffisance alimentaire, la relocalisation et l'agriculture écologique et paysanne.

A la fin du processus de négociation, nous soumettrons le résultat de celle-ci au référendum. Si le peuple français le refuse, nous mettrons en place le plan B consistant à :

- Stopper la contribution de la France au budget de l'UE
- Réquisitionner la Banque de France pour reprendre le contrôle de la politique du crédit et de la régulation bancaire, et pour envisager un système monétaire alternatif avec ceux de nos partenaires qui, dans la phase A, auraient manifesté leur désir de transformer l'euro en monnaie commune et non plus unique

- Mettre en place un contrôle des capitaux et des marchandises aux frontières nationales pour éviter l'évasion fiscale et se protéger des attaques spéculatives et du dumping social et écologique.
- Construire de nouvelles coopérations avec les Etats qui le souhaitent en matière culturelle, éducative, scientifique.

En ce qui concerne l'espace Schengen, et la libre circulation des personnes, nous proposons de :

- Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés.
- Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires.
- Refuser l'accord « Visa+adhésion contre migrants » avec la Turquie.
- Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays de départ le permet.

Nous ne sommes pas opposés à la libre circulation des personnes, et les négociations du plan A\Plan B sont externes à la question de Schengen (qui est en partie constitué de pays hors-UE). Si nous sommes favorables à la liberté de circulation, nous abrogerons la directive autorisant les travailleurs détachés, car nous refuserons que leurs droits soient amoindris.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous invite également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise